
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1924.

Projet de loi

approuvant le Protocole du 24 septembre 1923 concernant la validité des clauses d'arbitrage dans les contrats de droit privé.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le Protocole dont le texte est ci-joint a été ouvert le 24 septembre 1923, à l'initiative de l'Assemblée de la Société des Nations, en vue d'assurer par un accord international une reconnaissance plus générale de la validité de la clause compromissoire et du compromis destinés à régler par voie d'arbitrage les différends qui peuvent surgir de contrats, et spécialement de contrats commerciaux, conclus entre personnes soumises à la juridiction d'États différents.

Conformément au second paragraphe de l'article 1^{er} dudit Protocole, la Belgique s'est réservé, en signant celui-ci, la liberté d'en restreindre la portée aux contrats considérés comme commerciaux par son droit interne.

La ratification par la Belgique de ce Protocole aura pour effet de consacrer par un accord international l'interprétation donnée par la Cour de Cassation aux dispositions législatives existantes; (Code de procédure civile, art. 1003 et suivants). Mais cet accord nous assurera la réciprocité de la part d'autres pays dont la législation ou la jurisprudence était basée sur une conception différente. Une plus large application de l'arbitrage pour le règlement notamment des litiges commerciaux répondrait aux vœux souvent exprimés dans les milieux intéressés. C'est pourquoi nous avons la confiance que vous serez comme nous d'avis, Messieurs, qu'il y a lieu de réserver un vote favorable au projet qui vous est soumis.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

SOCIÉTÉ DES NATIONS.

Protocole relatif aux clauses d'arbitrage.

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des pays qu'ils représentent les dispositions suivantes :

1. Chacun des États contractants reconnaît la validité, entre parties soumises respectivement à la juridiction d'États contractants différents, du compromis ainsi que de la clause compromissoire par laquelle les parties à un contrat s'obligent, en matière commerciale ou en toute autre matière susceptible d'être réglée par voie d'arbitrage par compromis, à soumettre en tout ou partie les différends qui peuvent surgir du dit contrat, à un arbitrage même si le dit arbitrage doit avoir lieu dans un pays autre que celui à la juridiction duquel est soumise chacune des parties au contrat.

Chaque État contractant se réserve la liberté de restreindre l'engagement ci-dessus aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national. L'État contractant qui fera usage de cette faculté en avisera le Secrétaire Général de la Société des Nations aux fins de communication aux autres États contractants.

2. La procédure de l'arbitrage, y compris la constitution du tribunal arbitral est réglée par la volonté des parties et par la loi du pays sur le territoire duquel l'arbitrage a lieu.

Les États contractants s'engagent à faciliter les actes de procédure qui doivent intervenir sur leur territoire, conformément aux dispositions réglant, d'après leur législation, la procédure d'arbitrage par compromis.

3. Tout État contractant s'engage à assurer l'exécution, par ses autorités et conformément aux dispositions de sa loi nationale, des sentences arbitrales rendues sur son territoire en vertu des articles précédents.

4. Les Tribunaux des États contractants, saisis d'un litige relatif à un contrat conclu entre personnes visées à l'article premier et comportant un compromis ou une clause compromissoire valable en vertu du dit article et susceptible d'être mis en application, renverront les intéressés, à la demande de l'un d'eux, au jugement des arbitres.

Ce renvoi ne préjudicie pas à la compétence des tribunaux au cas où, pour un motif quelconque, le compromis, la clause compromissoire ou l'arbitrage sont devenus caducs ou inopérants.

5. Le présent Protocole qui restera ouvert à la signature de tous les États sera ratifié. Les ratifications seront déposées aussitôt que possible auprès du Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera le dépôt à tous les États signataires.

6. Le présent Protocole entrera en vigueur aussitôt que deux ratifications auront été déposées. Ultérieurement, ce Protocole entrera en vigueur pour chaque État contractant, un mois après la notification, par le Secrétaire général de la Société, du dépôt de sa ratification.

7. Le présent Protocole pourra être dénoncé par tout État contractant moyennant préavis d'un an. La dénonciation sera effectuée par une notification adressée au Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci transmettra immédiatement à tous les autres États signataires des exemplaires de cette notification, en indiquant la date de réception. La dénonciation prendra effet un an après la date de notification au Secrétaire général. Elle ne sera valable que pour l'État contractant qui l'aura notifiée.

8. Les États contractants seront libres de déclarer que leur acceptation du présent Protocole ne s'étend pas à l'ensemble ou à une partie des territoires ci-après mentionnés à savoir : colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sur lesquels ils exercent un mandat.

Ces États pourront par la suite, adhérer au Protocole séparément, pour l'un quelconque des territoires ainsi exclus. Les adhésions seront communiquées aussitôt que possible au Secrétaire Général de la Société des Nations qui les notifiera à tous les États signataires et elles prendront effet un mois après leur notification par le secrétaire général à tous les États signataires.

Les États contractants pourront également dénoncer le Protocole séparément pour l'un quelconque des territoires visés ci-dessus. L'article 7 est applicable à cette dénonciation.

Une copie certifiée conforme du présent Protocole sera transmise par le Secrétaire Général à tous les États contractants.

Fait à Genève, le vingt-quatrième jour de septembre mil neuf cent vingt-trois, en un seul exemplaire, dont les textes anglais et français feront également foi, et qui restera déposé dans les archives de la Société des Nations.

Conformément au second paragraphe de l'article 1^{er}, la Belgique se réserve de restreindre aux contrats qui sont considérés comme commerciaux par son droit national, l'engagement visé au premier paragraphe de l'article 1^{er}.

Paul HYMANS,
Premier Délégué de la Belgique.

V. SIDZIKAUSKAS,
Premier Délégué de la Lithuanie.

A. MICHALAKOPOULOS,
Délégué de la Grèce.
(Avec la réserve de l'article 1^{er}.)

ROBERT CECIL,
First Delegate of the British Empire.

I Declare that my signature applies only to Great Britain and Northern Ireland and consequently does not include any of the colonies overseas possessions or protectorates under His Britannic Majesty's sovereignty or authority or any territory in respect of which His Majesty's Government exercises a mandate.

AFRANIO DE MELLO-FRANCO,
Délégué du Brésil.

JUAN J. AMEZAGA,
(Uruguay).

B. FERNANDEZ Y MEDINA,

Par application de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la présente Convention, le Gouvernement français se réserve la liberté de restreindre l'engagement prévu au dit article, aux contrats qui sont déclarés commerciaux par son droit national.

En vertu de l'article 8 de la présente Convention, le Gouvernement français déclare que son acceptation du présent Protocole ne s'étend pas aux colonies, possessions ou territoires d'outre-mer, non plus qu'aux protectorats ou territoires sur lesquels la France exerce son mandat.

G. HANOTAUX.

R. A. AMADOR,
(Délégué du Panama).
Pour copie conforme :

*Pour le Secrétaire Général
de la Société des Nations :*

(s) VANHAMEL,
Directeur de la Section Juridique.



(N^o 91.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JANUARI 1924.

Wetsontwerp

tot goedkeuring van het protocol van 24 September 1923 betreffende de geldigheid van de scheidsrechterlijke bepalingen in de contracten van privaatrecht.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het Protocol waarvan de tekst hierbij gevoegd is, werd den 24^e September 1923 op initiatief van de Vergadering van den Volkenbond geopend, ten einde door eene Internationale Overeenkomst eene meer algemeene erkenning te verzekeren van de geldigheid van het scheidsrechterlijk beding en van het compromis bestemd om door scheidsrechterlijke uitspraak de geschillen te regelen die uit contracten ontstaan kunnen, en vooral uit handelscontracten, gesloten tusschen personen die aan de rechtsmacht van verschillende Staten onderworpen zijn.

Overeenkomstig de tweede paragraaf van artikel 1 van gezegd Protocol, heeft België, toen het dit laatste onderteekende, zich de vrijheid voorbehouden er de draagwijdte van te beperken tot de contracten die door zijn inlandsch recht als handelscontracten beschouwd worden.

De bekrachtiging van bedoeld Protocol door België zal voor gevolg hebben de uitlegging door het Verbrekingshof aan de bestaande wetgevende bepalingen gegeven; (wetboek van burgerlijke rechtspleging, artikels 1003 en volgende), door eene internationale overeenkomst te bevestigen. Maar deze overeenkomst zal ons de wederkeerigheid verzekeren van wege andere landen wier wetgeving of rechtspraak op eene andere opvatting gegrond was. Eene ruimere aanwending der scheidsrechterlijke bemiddeling, inzonderheid voor de regeling der handelsgeschillen, zou beantwoorden aan de wenschen die in de belanghebbende kringen vaak geuit werden. Daarom vertrouwen wij, Mijne heeren, dat gij zooals wij van meening zult zijn dat het U voorgelegde wetsontwerp door eene gunstige stemming dient onthaald te worden.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

VOLKENBOND.

Protocol betreffende Arbitrage-bepalingen.

De ondergeteekenden, behoorlijk gemachtigd, verklaren de navolgende beschikkingen in naam der landen die zij vertegenwoordigen aan te nemen :

1. Ieder der Verdragsluitende Staten erkent de geldigheid, tusssen partijen die respectievelijk aan de rechtsmacht van verschillende Verdragsluitende Staten onderworpen zijn, van het compromis alsmede van het scheidsrechterlijk beding waarbij de partijen bij een contract de verplichting aangaan, in handelsaangelegenheden of in elke andere aangelegenheid die door arbitrage bij compromis kan geregeld worden, de geschillen die in verband met gezegd contract kunnen ontstaan, in hun geheel of gedeeltelijk aan arbitrage te onderwerpen zelfs indien gezegde arbitrage moet plaats hebben in een ander land dan dit aan welks rechtsmacht ieder der partijen onderworpen is.

Ieder Verdragsluitende Staat behoudt zich het recht voor, de bovenvermelde verplichting te beperken tot de contracten die door zijn nationaal recht als handelscontracten beschouwd worden. De Verdragsluitende Staat die van dit recht gebruik maakt zal er den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond kennis van geven opdat de andere Verdragsluitende Staten op de hoogte kunnen gebracht worden.

2. De scheidsrechterlijke proceduur, met inbegrip van de samenstelling der arbitrage-rechtbank, wordt geregeld door den wil der partijen en door de wet van het land op welks grondgebied de arbitrage plaats heeft.

De Verdragsluitende Staten gaan de verplichting aan de akten van rechtspleging die op hun grondgebied moeten geschieden te vergemakkelijken, overeenkomstig de beschikkingen die, volgens hunne wetgeving, de proceduur in zake arbitrage bij compromis regelen.

3. Ieder Verdragsluitende Staat gaat de verplichting aan er voor te zorgen dat de scheidsrechterlijke uitspraken krachtens de voorafgaande artikelen op zijn grondgebied gedaan, door zijne overheden en overeenkomstig de wetgeving van het land, uitgevoerd worden.

4. De rechtbanken der Verdragsluitende Staten bij welke een geschil wordt aanhangig gemaakt betreffende een contract aangegaan tusssen in artikel één bedoelde personen en een compromis of een scheidsrechterlijk beding behelzende dat geldig is krachtens gezegd artikel en dat kan toegepast worden, zullen de belanghebbenden, op aanvraag van een hunner, naar het oordeel der scheidsrechters verwijzen.

Deze verwijzing doet geen afbreuk aan de bevoegdheid der rechtbanken ingeval het compromis, het scheidsrechterlijk beding of de arbitrage om eene of andere reden ongeldig of zonder uitwerking geworden zijn.

5. Dit Protocol, dat ter onderteekening door al de Staten zal open blijven,

zal bekrachtigd worden. De bekrachtigingen zullen zoo spoedig mogelijk neergelegd worden bij den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond, die van deze nederlegging aan al de onderteekenende Staten kennis zal geven.

6. Dit Protocol zal in werking treden zoodra er twee bekrachtigingen zullen neergelegd zijn. Naderhand zal dit Protocol voor elken Verdragsluitenden Staat in werking treden eene maand na de kennisgeving door den Algemeenen Secretaris van den Bond, van de nederlegging zijner bekrachtiging.

7. Dit Protocol zal door elken Verdragsluitenden Staat, mits een preadvies van een jaar mogen opgezegd worden. De opzegging zal geschieden door middel van eene kennisgeving gericht aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond. Deze zal onmiddellijk exemplaren van deze kennisgeving aan al de andere onderteekenende Staten verzenden, en daarbij den datum van ontvangst aangeven. De opzegging zal haar uitwerksel hebben een jaar na den datum der kennisgeving aan den Algemeenen Secretaris. Zij zal alleen geldig zijn voor den Verdragsluitenden Staat die er kennis van zal gegeven hebben.

8. De Verdragsluitende Staten zullen vrij zijn te verklaren dat hunne goedkeuring van dit Protocol zich niet uitstrekt tot het geheel of tot een gedeelte der navolgende grondgebieden, te weten : koloniën, overzeesche bezittingen of gebieden, protectoraten of grondgebieden, waarop zij een mandaat uitoefenen.

Deze Staten zullen naderhand afzonderlijk, voor om 't even welk van de aldus uitgesloten grondgebieden, tot het Protocol kunnen toetreden. De toetredingen zullen zoo spoedig mogelijk medegedeeld worden aan den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond die er aan al de onderteekenende Staten kennis van zal geven, en zij zullen hun uitwerksel hebben eene maand na kennisgeving, door den Algemeenen Secretaris, aan al de onderteekenende Staten.

De Verdragsluitende Staten zullen het Protocol eveneens afzonderlijk mogen opzeggen voor om 't even welk der bovenvermelde grondgebieden.

Een eensluidend verklaard afschrift van dit Protocol zal door den Algemeenen Secretaris aan al de Verdragsluitende Staten overgezonden worden.

Gedaan te Genève, den vier-en-twintigsten dag van September, negentien honderd drie-en-twintig, in een enkel exemplaar waarvan de Engelsche en de Fransche tekst beide rechtsgeldig zijn en dat in het archief van den Volkenbond zal berusten.

Overeenkomstig de tweede paragraaf van artikel 1, behoudt België zich de vrijheid voor, de verplichting vermeld in de eerste paragraaf van artikel 1 te beperken tot de contracten die door zijn nationaal recht als handelscontracten worden beschouwd.

Paul HYMANS,

Eerste Afgevaardigde van België.

V. LIDZIKANSKAS,

Eerste Afgevaardigde van Lithauen.

A. MICHALAKOPOULOS,
Afgevaardigde van Griekenland.
(Met het voorbehoud van artikel 1.)

Robert CECIL,
Eerste Afgevaardigde van het Britsche Rijk.

Ik verklaar dat mijne handteekening alleen betrekking heeft op Groot-Brittannië en Noord-Ierland en bijgevolg geene der koloniën, overzeesche bezittingen of protectoraten onder de souvereiniteit of het gezag van zijne Britsche Majesteit omvat, evenmin als enig grondgebied over hetwelk de Regeering van Zijne Majesteit een mandaat uitoefent.

AFRANIO DE MELLO FRANCO,
Afgevaardigde van Brazilië.

JUAN J. AMEZAGA,
(Uruguay.)

B. FERNANDEZ Y MEDINA.

Bij toepassing van het 2^e alinea van artikel 1 dezer Overeenkomst, behoudt de Fransche Regeering zich de vrijheid voor, de in gezegd artikel voorziene verplichting te beperken tot de contracten die haar nationaal recht als commercieel verklaart.

Krachtens artikel 8 dezer Overeenkomst, verklaart de Fransche Regeering dat hare goedkeuring van dit Protocol zich niet uitstrekt tot de koloniën, overzeesche bezittingen of grondgebieden, evenmin als tot de protectoraten of grondgebieden over welke Frankrijk een mandaat uitoefent.

G. HANOTAUX.

R. A. AMADOR,
(Afgevaardigde van Panama.)
Voor eensluidend afschrift :

Voor den Algemeenen Secretaris van den Volkenbond :
(Get.) VAN HAMEL,
Bestuurder der gerechtelijke Afdeeling.



ANNEXE AU N° 91.

BIJLAGE VAN N° 91.

PROJET DE LOI

approuvant le Protocole du 24 septembre 1923 concernant la validité des clauses d'arbitrage dans les contrats de droit privé.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires Étrangères et de la Justice sont chargés de déposer, en notre nom, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Est approuvé le protocole du 24 septembre 1923, ouvert à Genève à la suite d'une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, et concernant la validité de la clause compromissoire et du compromis destinés à régler par voie d'arbitrage les diffé-

WETSONTWERP

tot goedkeuring van het Protocol van 24 September 1923 betreffende de geldigheid van de scheidsrechterlijke bepalingen in de contracten van privaatrecht.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Justitie zijn belast, in onzen naam, het wetsontwerp neder te leggen, waarvan den inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Is goedgekeurd het Protocol van 24 September 1923, geopend te Genève naar aanleiding van een besluit van de Vergadering van den Volkenbond en nopens de geldigheid van het scheidsrechterlijk beding en van het compromis bestemd om langs scheids-

rends qui peuvent surgir de contrats
conclus entre personnes soumises à la
Juridiction d'États différents.

rechterlijken weg de geschillen te
regelen die kunnen ontstaan uit con-
tracten gesloten tusschen personen
onderworpen aan de Rechtsmacht van
verschillende Staten.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre
1923.

Gegeven te Brussel, den 15^e Decem-
ber 1923.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

Henri JASPAR.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

